

L'illusion statistique et abus sexuels des jeunes garçons mineurs dans un cadre d'exploitation et de prostitution.

Par : Jacques Moïse, B.Sc. DESS

Psychothérapeute, permis de psychothérapeute 60096-12

Santé mentale, toxicomanies

Auteur, conférencier, formateur

J'ai passé 25 ans à travailler dans le domaine communautaire soit comme intervenant soit comme dirigeant d'un organisme communautaire qui fut créé suite à une recommandation du comité permanent de la jeunesse (CPJ) dont l'un des mandats était d'étudier les abus sexuels dont étaient victimes les mineurs. Depuis plusieurs années, j'ai abandonné mon implication au sein de cet organisme communautaire pour me consacrer à la pratique privée de la psychothérapie. Dans cette pratique professionnelle privée, une bonne partie de ma clientèle qui m'est surtout référée par l'IVAC (indemnisation des victimes d'actes criminels) vivent avec un Syndrome du Stress Post Traumatique (SSPT) et autres troubles connexes notamment l'anxiété et la dépression.

Mon travail au sein du communautaire soit comme intervenant soit comme directeur consistait à intervenir auprès de mineurs-es impliqués-es dans des processus de prostitution juvénile. Ce travail auprès de mineurs m'a permis de voyager dans plusieurs pays et m'a aussi permis de rencontrer des chercheurs, des intervenants, des universitaires et même des policiers (Ça m'a vraiment permis d'aller au-delà de mes limites). Heureusement, en parlant des policiers, j'ai rencontré deux femmes merveilleuses à mon bureau. Pour les rencontrer, j'avais fixé une condition : Ne pas porter leur uniforme de police pour la rencontre. Ce sont deux femmes merveilleuses qui n'ont pas eu peur de bousculer une tradition, souvent machique, pour imposer un point de vue plus humaine, plus adaptée de la vie des femmes abusées qui ont vécu l'exploitation sexuelle. Il s'agit de Josée Mensales et Diane Veillette. Maintenant que je suis dans la pratique privée, et n'ayant aucune intention ni désir de faire un «come back» dans ce milieu communautaire, cela me plaît et c'est intéressant de constater qu'il y a des personnes qui essaient encore de trouver des solutions pour assurer un bien être aux personnes mineures ou adultes qui vivent dans des problématiques d'exploitation sexuelle. Je souhaite que cette recherche soit pour le bien être des personnes et non une tentative de satisfaire des besoins personnels de carrière ou d'intérêt socio-politiques.

Je vis au Québec depuis cinquante ans. Pour être plus précis, je suis arrivé à Montréal le 4 août 1970. Mes parents trouvaient que c'était mieux d'exiler leurs enfants durant une période mouvementée de la dictature des Duvaliers. Je me suis retrouvé chez des amis de mes parents au 3420, boulevard Gouin Est, à Montréal Nord, tout près du 10945, rue des Récollets où allait se jouer en partie, la fin de la crise d'octobre. C'est en ce lieu qu'était détenu depuis un temps

un diplomate anglais enlevé par ses ravisseurs. Je quittais la tourmente pour dire bonjour à une autre tourmente.

Je faisais partie des quelques jeunes noirs qui habitaient ce quartier. Il y avait peu d'étrangers, peu de noirs comme moi, «donc pas de gang de rue», cette réalité sociale n'étant pas encore été construite. Pourquoi parler de cette crise? C'est là tout jeune, que j'ai compris qu'en arrière de la réalité statistique (comme c'est le cas pour la prostitution des garçons), il existait une autre réalité qu'on veut ignorer pour des raisons de gains politiques ou de considérations morales ou culturelles. Les hommes de la crise d'octobre étaient peu nombreux statistiquement. On pouvait les compter, les montrer, ce sont des faits mais les nombreux citoyens écœurés, découragés qui ne s'expriment pas ne sont pas des faits statistiques donc on peut les ignorer. Dans mes études bien plus tard en psychologie, j'ai compris ce que c'était le déni et c'était quoi son rôle. Deuxième et dernier exemple de la réalité statistique au Québec : Montréal ville francophone! Au centre-ville de Montréal, ça fait longtemps que Montréal n'est plus une ville francophone, les jeunes communiquent entr'eux en anglais dans les souterrains des grands magasins au centre-ville. J'ai même visité un magasin où les terminaux qui nous permettent de payer avec nos cartes de débit donnaient des informations juste en anglais. Or, la réalité statistique est tout à fait différente. La statistique dépend toujours des variables considérées et aussi de la puissance du déni qui sert de base à n'importe quelle illusion statistique.

Paradoxalement la réalité statistique de la prostitution juvénile a commencé avec celle des garçons. A la fin des années 70, «la prostitution des garçons considérée comme phénomène social devint une préoccupation pour différents intervenants sociaux». En ce temps, le Journal The Gazette, dans un article, affirmait qu'il y avait un nombre important de garçons qui se prostituaient dans les lieux publics notamment, au complexe Desjardins, à la Place Dupuis et au parc Lafontaine. Dans ce contexte, «le Comité permanent de la jeunesse (CPJ), dont l'un des mandats portait sur les abus sexuels dont sont victimes les mineurs prit l'initiative de créer un groupe d'études sur la prostitution des mineurs» (cela ressemble pas mal à votre comité actuel à la différence que en ce temps, c'était une préoccupation vis-à-vis des garçons qui se prostituaient qui avait sonné l'alarme.) En relisant les journaux et revues de cette époque, il est facile de constater comment les phénomènes sociaux peuvent se construire ou se déconstruire ou carrément se métamorphoser à cause encore des questions statistiques. (Plusieurs milliers de mineurs-es qui se prostituaient dans la grande région de Montréal, principalement,, en majorité des garçons selon les média d'une part et trois douzaines au plus selon les sources policières d'autre part). Ces consultations sur les abus sexuels infligés à ces jeunes avaient finalement abouti à la création d'un comité exécutif formé de Maître Andrée Ruffo (qui va devenir juge par la suite), de Johane Doucet et de André Boivin. Fin du chapitre.

Comment cela se fait que la prostitution des garçons a presque complètement disparu du discours public? Plusieurs raisons entre autre ce que j'appelle, et c'est le propos de ma présentation, L'illusion de la réalité statistique.

L'illusion de la réalité statistique

Les chiffres sur les abus, sur l'exploitation des filles mineures sont bien documentés statistiquement. Ils sont basés sur ce que nous nommons des faits observables et mesurables. Les variables sont :

- La fugue
- Les disparitions
- Les recruteurs (qui se font arrêter ou non)
- Les maltraitements
- La danse dans les bars
- Les escortes
- La prostitution de luxe ou de basse gamme
- Le travail sexuel de caméra à caméra (pour ados)
- Le travail sexuel sur Internet en général (pour ados)
- Le sexe virtuel (pour ados)
- Les clients
- Les entremetteurs de services (les sites internet)
- Les arrestations
- Les procès
- Etc.

Tous ces variables peuvent paraître inexistantes ou presque inexistantes en ce qui concerne les processus d'abus, d'exploitation ou de prostitution des garçons. En effet, il n'y a pas de recrutement à proprement parler (sauf quelques rares exceptions et pour des raisons d'intérêts financiers, ce qui n'est pas le propos de ce document) dans ces dits processus impliquant des garçons. Ce qui ressemble à du recrutement est plus facilement assimilable à une activité d'accompagnement entre les garçons eux-mêmes. «Je connais une place où tu peux faire de l'argent ou je connais quelqu'un qui peut t'aider.» Les garçons ont plus, socialement et culturellement, les moyens de se trouver seuls dans des lieux de débauche avec des adultes parce qu'ils sont par exemple, plus libres de circuler, sans se faire remarquer ou interpeller, à n'importe quelle heure. « Ce sont des garçons ». Les garçons n'ont pas de PIMP. organisent entre eux leur propre entreprise sexuelle. La clientèle est plus diversifiée. Alors les variables sur lesquelles sont basées les statistiques sont souvent faussées.

- La fugue (oui mais pas de recruteurs officiellement)
- Les disparitions (la raison sexuelle est souvent évacuée)
- Les recruteurs (il n'y a pas de recruteurs sauf dans des cas particuliers)
- Les maltraitements (Il n'y a pas de souteneurs qui maltraite un garçon. Il doit le séduire d'abord). Vous imaginez un Pimp qui séduit un adolescent!
- La danse dans les bars (les garçons trouvent les lieux sans l'aide de personnes)
- Les escortes (ados). Si vous consultez les revues et les sites spécialisés, vous allez être surpris de constater qu'il y a autant de garçons que de filles.
- Les escortes (encore les revues vous donnent un tableau du nombre de garçon de 18 ans qui sont escortés (ils ont tous commencé le jour de leur 18 ans!)
- La prostitution de luxe ou de basse gamme
- Le travail sexuel de cam à cam (autant de garçons ados que de filles)

- Le travail sexuel sur Internet (idem)
- Le sexe virtuel (idem)
- Les clients
- Les entremetteurs de services
- Les arrestations (pas de recruteurs, pas de violence donc pas d'arrestations ,pas de statistiques
- Les procès (idem)
- Etc.

Les statistiques sont basées sur les fugues, les arrestations, les dénonciations pour abus ou pour exploitation. Ces variables ne peuvent pas aider à donner un visage aux abus sexuels subis par des garçons. Si cela semble ne pas être un problème (non rentable politiquement et déni de l'image du garçon sexualisé qui se fait abuser non compatible avec une société encore machique), il faut regarder du côté des conséquences de ces abus. Chez l'adolescent garçon cela crée autant que chez les filles des troubles sérieux au niveau identitaire, au niveau de l'estime de soi, de la dépression, de l'anxiété, des problèmes de dissociation sévère et des idéations suicidaires.

Conclusion

Devant les difficultés d'intervenir directement avec cette clientèle pour les raisons évoquées ci-haut, notamment : les garçons dénoncent rarement leur situation de peur d'être ridiculisés, la difficulté à les voir comme des victimes mais comme des acteurs de leur propre processus d'interactions sexuelles, la perception qu'ils ne peuvent être agressés, qu'ils ne sont pas victimes de violence, il faudrait, d'une part, trouver des alternatives dont les objectifs seraient de sensibiliser les adultes, parents, intervenants sociaux, professeurs et autres à leur condition et d'autre part, de rejoindre indirectement ces jeunes par des moyens alternatifs. Les écoles primaires et secondaires pourraient introduire dans leurs cours d'éducation sexuelle les notions d'exploitation sexuelle chez les garçons. Cela devrait être la responsabilité active d'organismes publics : commission scolaire et ministère de l'éducation. Un moyen privilégié serait une présence soutenue officielle, à travers les réseaux sociaux pour appuyer ces jeunes avec des messages de compréhension, d'écoute et d'empathie à ces jeunes garçons. On ne parle pas là d'intervention sociale, cela se fait déjà, mais de reconnaître officiellement que ces personnes existent et vivent souvent dans un anonymat et sont presque oubliés. Ce serait une façon de palier aux effets de l'illusion statistique

Jacques Moïse, B.SC. DESS

Psychothérapeute, permis de psychothérapeute 60096-12

Santé mentale, toxicomanies

Formateur, conférencier, auteur